



Organe de l'asbl « Dialogue des Peuples »

Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvions, et notamment le dimanche 11 novembre 2007

Les fruits amers de l'équidistance. (Autocritique en forme de réflexion)

Certaines victoires laissent dans la bouche le goût amer des défaites, lorsque dans la suite on s'aperçoit que l'on n'a pas su les exploiter. Plus amer est encore le sentiment que l'on aurait dû prévoir que cette victoire apparente serait sans lendemain.

Cette amertume n'est pas liée à un sentiment d'amour-propre. Il découle des fruits amers que cette victoire sans lendemain a porté pour d'autres, pour le peuple congolais, et singulièrement pour les populations de l'Est de ce pays, qui continuent, jour après jour, à souffrir de la politique d'équidistance, au prix de leur larmes, au prix de leur sang, au prix de leurs vies...

Depuis 1997 et la chute de Mobutu, DP s'est efforcé à maintes reprises d'attirer l'attention sur l'absurdité de cette politique et sur son caractère criminel. On a si bien fait la sourde oreille, on l'a si bien oublié qu'il faut même rappeler de quoi il s'agit. L'équidistance, ce n'était rien d'autre que réponse, l'arme de l'impérialisme contre la résistance de Laurent Désiré Kabila.

Jamais sans doute dans l'histoire un homme qui avait incontestablement été le catalyseur d'un mouvement libérant son pays de trente cinq ans de la pire des dictatures, n'aura été récompensé par un barrage de haine tel que celui qui s'éleva contre Laurent Désiré Kabila. Haine des privilégiés du régime défunt, ce qui était naturel. Ils n'iraient plus à la soupe. Haine d'un certain nombre de carriéristes et de phraseurs, prêts à se faire un marchepied de leurs propres militants. L'efficacité de Kabila leur faisait de l'ombre. Haine de ses alliés d'hier. Ils trouvaient un allié ayant son indépendance, là où ils auraient voulu un pantin servile. Haine de ce qu'il est convenu d'appeler «la communauté internationale », ce qui est tout de même un grand nom pour un seul homme, Georges Bush. Haine enfin, et là nous touchons au scandale, de la Belgique. Il ne fut pas un seul instant question de manifester à Laurent Kabila l'ombre de la moitié du quart de la patience et de l'esprit de compréhension qu'on avait prodigué pendant trente-cinq ans au pitre sanglant de Gbadolite. Le soutien du gouvernement belge est réservé, exclusivement, à ses anciens indicateurs. Si c'était méconnaissance des réalités congolaises, jamais on n'est descendu aussi bas dans l'ordre de la bêtise. Si c'était du machiavélisme de comptoir, jamais on n'est descendu de manière aussi déshonorante dans l'ordre de la malhonnêteté. Mais il est vrai que la Belgique fait partie de la «communauté internationale »...

Aussi, quand le Congo fut attaqué par des armées étrangères, appuyées par des supplétifs congolais recrutés parmi la lie des serviteurs du régime défunt, ou tout simplement parmi la pègre, s'empressa-t-on de proclamer que certes, cette attaque n'était pas quelque chose de vraiment bien... Mais enfin, les vilains attaquaient quand même Kabila, ce pelé, ce galeux, qui

lui était un «pas beau ». Quant aux auxiliaires de l'envahisseur, on s'empressa de voir en eux des « opposants armés », un peu violents, certes, mais animés de belles motivations patriotiques¹. Le fait même qu'ils s'adonnassent à des jeux de société consistant par exemple à faire violer collectivement les jeunes filles congolaises par les hommes les plus sidéens et les plus vérolés qu'ils puissent trouver, n'étaient-ils pas le preuves même d'un humour de bon aloi, tout à fait dignes de parfaits «gentlemen»? On nous excusera de ne pas rire. Notre sens de l'humour doit être déficient !

Les ONG belges, au Nord comme au Sud du pays, ont gravement failli à leur tâche d'information à ce sujet, alors qu'elles disposaient de suffisamment d'informations et de connaissance du terrain, pour informer l'opinion publique que les informations qu'elle recevait (« Un dictateur chasse l'autre », « Les rébellions sont des mouvements pour la démocratie ») étaient de purs et simples mensonges, de la désinformation et de l'intoxication. Dans les discussions entre ONG, la voix de DP n'était pas vraiment dominante, comte tenu de notre taille modeste et, surtout, de notre poids financier réduit².

Kabila assassiné, on adopta un ton plus modéré envers le petit jeune homme légèrement ahuri qui lui succéda. On ne revint toutefois pas sur l'équidistance. De ce fait, l'opinion publique belge n'a jamais pu se déterminer en fonction du tableau véritable de la situation

Il y avait à Kinshasa un gouvernement parfaitement légitime, tirant son droit à exercer le pouvoir du mouvement populaire qui avait renversé le dictateur. Le seul tort des Kabila, en particulier de Laurent, fut de n'avoir jamais revendiqué ce pouvoir en tant que gouvernement provisoire. Il faut tout de même remarquer que Laurent Kabila, dès le 30 juin 1997, avait annoncé des élections, une constituante, etc, agissant donc de fait comme le chef d'un gouvernement provisoire. La guerre a empêché ces choses de se faire, et, au vu des difficultés pratiques que rencontra ensuite la CEI, le calendrier alors promulgué par Kabila apparaît tout à fait irréaliste. La levée de bouclier contre le gouvernement provisoire ne fut toutefois pas motivée par cet irréalisme, mais par le fait que Kabila ne souhaitait pas reprendre à son compte le dernier épisode du mobutisme, à savoir la CNS et le HCR/PT³. Ce qui revient à dire que son avis sur la question était le même que celui de Mr. Swing, de l'ONU: *au Congo, depuis la mort de Lumumba, c'est le vide juridique*. Il n'était d'ailleurs pas question de jeter au feu tout ce qu'avait fait la CNS, mais d'en faire un bilan en retenant, par exemple, les résultats des commissions qui avaient fonctionné sur les homicides, les spoliations et les biens mal acquis. Ceci jette un jour singulier sur les hauts cris «démocratiques» poussés à propos de la CNS. Kabila annonçait, en effet, que l'on tiendrait compte des résultats des commissions d'enquête, mais qu'il n'y aurait plus de mandats HCR/PT derrière lesquels abriter son impunité. Les spoliateurs les plus inquiets, bien sûr, crièrent le plus fort, et ceci, bien entendu, par simple conviction démocratique, qu'on se le dise...

Ce gouvernement légitime a subi une agression étrangère dépourvue de tout prétexte crédible. Une guerre, qu'on a pu qualifier de «troisième guerre mondiale », s'est déroulée au Congo, faisant tant de victimes qu'Amnesty International a pu dire, sur une affiche hélas

¹ R. Bokoro, avocat congolais, dit que «*Amnesty International et Human Rights Watch (...) et des enquêtes de l'ONU ont mis en évidence que nombre de gens ... ont été victimes de crimes contre l'humanité. La question est de savoir si, dans certains cas, le crime ne devrait pas être carrément qualifié de génocide* ». Compte rendu de sa conférence à la Ligue des Familles Congolaise., Anvers, le 19/09/05 par Denis Bouwen, www.congoforum.be.

² Lequel jouait d'autant plus que les « grosses ONG, si un accord ne pouvait se faire, avaient toujours le loisir de faire leur propre campagne.

³ CNS : Conférence Nationale Souveraine. Celle-ci, par fusion avec l'ancien Parlement (mobutiste) devint le Haut Commissariat de la République / Parlement de Transition.

insuffisamment distribuée : « *Au Congo, c'est tous les jours le 11 septembre...* », dans le silence général de la « communauté internationale », Belgique comprise.

Le Congo n'avait qu'un tort: posséder des richesses minérales. C'est l'histoire de la jeune fille en mini-jupe. Si on la viole, il y aura des gens pour prétendre qu'elle montrait un peu trop ses trésors et que sa tenue était provocante. Attaquer un état voisin pour s'emparer de ses richesses minérales, c'est exactement ce que l'Irak a fait, autrefois, au Koweït. La réaction fut celle que l'on sait : très énergique. De différence perceptible entre ce cas et celui du Congo il n'y a que celle-ci : Saddam Hussein n'était pas un ancien de West Point⁴.

L'équidistance a consisté à gérer une situation de pure science-fiction. On contraignit les Congolais à se comporter comme si leurs agresseurs étaient des personnes honorables avec lesquelles on peut discuter, comme s'il y avait une « opposition armée » là où il n'y a que des auxiliaires de l'agresseur, des nostalgiques de la dictature déchu et des bandits de grand chemin. Et c'est dans ce contexte, invraisemblable d'irréalisme, que l'on a invité le Congo à se doter d'un gouvernement « de transition », commodément désigné par la formule « 1+4 », faisant entrer les pyromanes parmi les pompiers. C'était absurde, mais cela obtint le résultat recherché : la fin de la résistance gouvernementale. Ce gouvernement impuissant a cependant à son actif d'avoir opéré le seul coup de force intérieur commis au Congo depuis 1997. Cela a eu lieu avec la complicité silencieuse de la « communauté internationale » et les applaudissements du FMI et de la Banque Mondiale. En effet, on a promulgué, semble-t-il dans l'indifférence générale, de nouveaux codes forestiers, miniers et pétroliers. Il est à peine besoin de dire que les acclamations du FMI et de la BM montrent que ces codes dont l'expression même du néo-libéralisme. Nous avons d'ailleurs assisté à un spectacle qui nous est familier. Cependant que les institutions économiques de la « communauté internationale » se félicitaient de ces « progrès » et de la « bonne gouvernance », tous les indicateurs sociaux, sanitaires et autres, qui traduisent le bien ou le mal vivre de la population plongeaient de manière abyssale. Le monde des affaires ne s'y est pas trompé. Peu après que l'élève « Congo » ait reçu de bons bulletins du FMI et de la BM, on a vu tomber les dépêches annonçant l'optimisme des investisseurs.

Il fallait rappeler cela, car ce fut le contexte de la journée conjointe d'échange et de réflexion sur le Congo, organisée en 2003 par le CNCND et 11 11 11⁵. Un atelier y était consacré aux institutions de la transition. Atelier dont la préparation et l'animation avaient été confiés à « Dialogue des Peuples ». Nous étions alors persuadés que si l'on avait accepté aussitôt notre proposition de prendre cet atelier en charge et que l'on n'avait jamais remis cette décision en cause par la suite, c'était un hommage discret aux connaissances et à l'expérience de DP au Congo. Nous en sommes aujourd'hui à nous demander si l'on ne nous a pas choisis, comme la plus petite ONG du CNCND et l'une des moins riches⁶, donc celle qui aurait le moins les moyens de faire pression par la suite pour que les décisions prises soient respectées. Car il était prévisible que DP, et notamment son président, n'accepterait pas de sortir de ces Journées sans une condamnation ferme de l'équidistance. Dans une discussion publique, la compétence, l'éloquence et la conviction finissent par l'emporter, ce qui n'est que rarement le cas dans les réunions de coordination, qui coordonnent surtout des pensées d'intérêt, assez

⁴ Paul Kagame, le président du Rwanda, est sorti de l'Académie militaire américaine.

⁵ Le CNCND est la coordination des ONG francophones. Son homologue flamand, autrefois NCOS, a préféré le nom de 111111, d'après l'opération annuelle de collecte de fonds des ONG. On voudra donc bien lire « Elf Elf Elf ».

⁶ Nous nous permettons de rappeler ici que DP fonctionne UNIQUEMENT sur base du volontariat, n'a jamais demandé de subsides pour ne pas s'exposer à être instrumentalisé et couvrir ses frais de fonctionnement de la poche de ses membres, dont aucun n'est rémunéré.

étrangères au sujet dont on prétend débattre. Et en effet, l'attitude d'équidistance fut explicitement et fermement condamnée.

On ne s'arrêta d'ailleurs pas là. Sur le point crucial de la législation, on écrivait, par exemple, dans les documents préparatoires à l'atelier «transition» des Journées d'Etude sur le Congo: *«Un gouvernement provisoire ne peut s'engager à long terme, prendre des mesures qui impliquent le choix de la forme que prendra finalement l'Etat... p. ex., opter entre un Etat à l'économie 100 % libérale, 100 % dirigiste, ou tel ou tel mélange des deux, ou entre l'unitarisme, le fédéralisme et le confédéralisme... De telles décisions n'appartiennent qu'à une Assemblée Constituante ! ... il est clair que le Congo est soumis..., à des pressions visant à lui faire prendre, dans le domaine économique, des mesures fondamentales qui outrepasseraient les pouvoirs du GT, comme elles auraient d'ailleurs outrepassé les pouvoirs du gouvernement antérieur, lui aussi provisoire..., la position US BM FMI recelait une incohérence colossale. D'une part, la légitimité du gouvernement était sans cesse remise en cause (pas élu, pas représentatif etc...). D'autre part, les Congolais étaient harcelés pour des réformes très importantes, fondamentales et définitives, de politique économique et fiscale. Il est bien sûr inconséquent de demander à un gouvernement à légitimité douteuse, qui n'a donc presque pas le droit de gouverner, de poser des actes de gouvernement à long terme ! »* Ils ont fini par l'obtenir à l'usure.

Nous espérions qu'avec cela, il nous serait possible d'obtenir, non pas que la Belgique, ou simplement ses organisations, s'opposassent à un processus dont le contrôle ne leur appartenait pas, mais à ce que, tout en soutenant le processus électoral (que nous persistions à trouver un peu surréaliste dans un pays où la guerre n'a jamais cessé), il soit possible de le faire avec les plus nettes réserves quant à l'équidistance qui le faussait. Il n'en a rien été. Nous avons aussi estimé qu'après avoir appuyé le processus électoral, les organisations devaient prévoir de continuer à exercer une forte pression sur nos gouvernants pour leur rappeler que leurs engagements ne s'arrêteraient pas avec le dépôt dans l'urne du dernier bulletin de vote, mais qu'ils s'étaient engagés, aussi et surtout, à s'occuper des véritables problèmes importants : la reconstruction du pays et le sort de ses habitants, et nous avons donc voulu que se mette sur pied une coalition sur le thème « *Le Congo veut vivre* ». Il semble que les Congolais devaient être de notre avis, car ils sont venus. Les Belges ont refusé. Une coalition entre le Congo et un groupuscule comme DP aurait été ridicule. Nous avons donc bien dû renoncer, la mort dans l'âme.

Malheureusement, force est donc de constater que les conclusions de ces fameuses journées, en particulier sur ce point essentiel : la condamnation ferme et sans équivoque de l'attitude d'équidistance, sont restées lettre morte, au nom de considérations à courte vue et d'intérêts partisans. Certes, il n'est pas dit que les ONG, à elles seules, auraient pu empêcher le pouvoir belge d'adopter cette position funeste. Mais elles n'ont tout simplement pas essayé.

Or, l'une des conséquences de l'équidistance, c'est que tout qui tient un fusil et se proclame résistant est par là même un homme honorable, qu'il ne faut pas combattre, mais inviter à négocier. Et peu importent les crimes dont il peut être couvert, le sang dont il peut être souillé. Nous avons échoué dans notre tentative d'empêcher l'équidistance de passer. Et c'est un échec qui n'est que malheureux pour nous, mais qui est douloureux pour bien des Congolais.

Car, dans le Masisi, l'équidistance a un autre nom. Elle s'appelle Nkundabatware.

DIALOGUE DES PEUPLES



AU CONGO, DEPUIS QUATRE ANS, C'EST LE 11 SEPTEMBRE TOUS LES JOURS.

En 4 ans, trois millions et demi de Congolais ont été tués. Cela représente entre 2000 et 3000 victimes par jour. Luttons pour que les auteurs des massacres dans l'Est du Congo ne restent pas impunis, pour que le poids de mort soit égal et pour mettre fin à l'utilisation d'artefacts militaires.

 **Amnesty International**
www.amnesty.be